



FONDS D'ACTION
QUÉBÉCOIS POUR LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE

AGIR ET RÉUSSIR, ENSEMBLE

RAPPORT
ANNUEL

2016
2017



Festival international du blues de Tremblant
8 au 17 juillet 2016



/ PRENEZ VOS DÉCISIONS EN FONCTION D'OÙ VOUS ALLEZ, PAS EN FONCTION D'OÙ VOUS ÊTES. /

JAMES ARTHUR RAY

En 2008, le Fonds d'action québécois pour le développement durable a accompagné le Réseau québécois des femmes en environnement pour la création d'outils pour accompagner les événements qui désirent devenir écoresponsables. Aujourd'hui, cette initiative a servi de tremplin pour la création du Conseil québécois des événements écoresponsables et de la norme du BNQ en gestion responsable d'événements (9700-253). Le processus de classification BNQ comprend un système de points utilisant 56 critères de performance, regroupés dans les 5 catégories suivantes :



Fier du chemin parcouru, nous avons regroupé, au cœur de notre rapport annuel, les événements qui ont reçu l'accréditation en 2016-2017.

**Concours Châteaux de sable • Îles-de-la-Madeleine
7 au 9 août 2016**



TABLE DES MATIÈRES

FAQDD / RAPPORT ANNUEL 2016-2017



MESSAGE
DE LA PRÉSIDENTE P. 03



MESSAGE
DU DIRECTEUR GÉNÉRAL P. 05



ÉQUIPE P. 06



LE FAQDD
PRÉSENT PARTOUT
DEPUIS 2000 P. 08



CHANGEMENTS DE
COMPORTEMENT P. 10

ACTION-CLIMAT



QUÉBEC P. 14

MAGNITUDE¹⁰ P. 25



REVUE DE PRESSE P. 33

ÉTATS FINANCIERS



2016
2017 P. 35

AGIR ET RÉUSSIR, ENSEMBLE

Créé en 2000, le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD) est un organisme à but non lucratif dont la mission est d'initier, susciter et soutenir des actions visant à accélérer l'adoption de comportements ou pratiques favorables au développement durable au Québec.

Le FAQDD est un acteur d'innovation sociale au sein d'un réseau de décideurs et de professionnels en développement durable.

MOT DE LA PRÉSIDENCE



MOT DE LA PRÉSIDENTE



Après plus de 6 ans à la présidence du Conseil d'administration du *Fonds d'action québécois pour le développement durable*, au moment de céder ce rôle, un regard sur ces quelques années amène à certains constats. En effet, au moment de sa création, la mise en place d'une organisation comme le *Fonds* était le fait de précurseurs. Son existence, ses réalisations et les nombreuses initiatives dont il a été le fer de lance peuvent être l'objet de fierté. Bien que les organisations actives en environnement, en développement durable, dans le domaine de la responsabilité sociale se soient multipliées, un semblable fonds demeure encore unique au Québec, sinon au-delà.

Dans les dernières années, dans un contexte où les ressources se rétrécissaient, avec l'objectif d'élargir son champ d'action et son impact, l'équipe du *Fonds* et son conseil d'administration ont œuvré à renouveler ses mécanismes de gouvernance, et à explorer des pistes de développement originales dans l'objectif d'ouvrir de nouveaux partenariats, tout en maintenant ses collaborations historiques avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques. Plus lent à donner les résultats, ce travail a commencé à porter ses fruits en 2015 et 2016 avec l'annonce de deux nouvelles collaborations avec le gouvernement du Québec autour de Magnitude 10 et d'Action-Climat Québec.

Ce travail a également pris un rythme de croisière accrue avec l'entrée en poste d'un nouveau directeur général dans les deux dernières années. Ainsi, un exercice sur les valeurs, la mission et la vision qui vont guider et servir de fondement à une planification stratégique revue et à des actions plus ciblées se termine actuellement. Celle-ci proposera, entre autres, un retour aux sources pour le *Fonds* qui souhaite assumer pleinement sa place stratégique dans le milieu du développement durable au Québec en misant sur l'expérience, l'expertise et les réseaux qu'il a acquis comme un des principaux bailleurs de fonds en développement durable au Québec. À plus long terme, elle mettra également sur des collaborations avec le secteur privé suivant une approche cadrée. Ces stratégies lui permettront de revenir de façon plus prononcée sur le fondement même de son action : contribuer à changer les comportements pour une société plus respectueuse de l'environnement et juste, mesurer

l'impact de programmes et initiatives visant de semblables objectifs en vue d'en maximiser les effets. Ces besoins sont manifestes et cela dans de nombreux secteurs d'activités.

L'année qui se termine a aussi été une année de travail intense pour l'équipe du *Fonds* avec la gestion des programmes Magnitude 10 et Action-Climat Québec. On ne peut que saluer la diligence, l'engagement constant et l'excellence du travail ici réalisé dans des délais courts et dans un contexte où les attentes des groupes et organisations sont grandes, les financements disponibles en développement durable étant peu nombreux. Je tiens aussi à souligner l'implication soutenue des membres du conseil d'administration dans les divers mandats et exercices qui ont jalonné les précédents mois ainsi que le travail remarquable du directeur général, Nicolas Girard, depuis son entrée en fonction.

Les limites de notre planète et d'un certain mode de vie sont connues depuis longtemps. Dès 1933, la philosophe et humaniste Simone Weil jugeait « *que l'expansion capitaliste n'est pas loin du moment où elle se heurtera aux limites mêmes de la surface terrestre* ». Albert Camus, en recevant le prix Nobel de littérature en 1957, affirmait déjà que la tâche de sa génération n'était plus de « *refaire le monde* », mais consistait « *à empêcher que le monde ne se défasse* ». Plus près de nous, Hubert Reeves, dénonce le « *mal de terre* » depuis nombre d'années. Plusieurs générations plus tard, malgré les avancées et progrès, il nous faut constater que le chemin à parcourir est encore long. De nouvelles avenues et convergences sont impérativement à inventer. J'ai pleinement confiance que le *Fonds d'action québécois pour le développement durable*, dont la contribution est déjà notable, y contribuera dans sa pleine mesure. Je tenterai aussi de continuer à le faire à mon échelle.

Merci à tous et longue vie au *Fonds d'action québécois pour le développement durable*.

France Levert
Présidente

MOT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE



Octobierfest
1^{er} et 2 octobre 2016



MOT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE



/05

Avec le recrutement et l'accompagnement d'une deuxième cohorte de regroupements d'entreprises dans le cadre de Magnitude 10, et le lancement du programme Action-Climat Québec et sa mise en activité, l'année 2016-2017 fut des plus stimulantes pour l'équipe du FAQDD. Plus concrètement, ce travail nous a permis d'interagir avec plus de 400 organisations ayant une idée de projet à développer et de recevoir plus de 230 propositions de projet officielles à analyser. Ces résultats nous permettent de confirmer à quel point le Québec peut compter sur un réseau d'acteurs engagés, ayant la volonté et la capacité de mobiliser leur milieu pour innover dans des projets liés au développement durable et à la lutte aux changements climatiques.

Preuve qu'une réelle transition est en train de s'opérer vers une société plus sensible à ces enjeux, plus du tiers des demandes reçues en cours d'année provenaient d'organisations ayant au cœur de leur mission le développement économique ou social, alors qu'il y a quelques années encore, le réseau du FAQDD regroupait une très grande majorité d'organisations oeuvrant principalement sur des enjeux environnementaux.

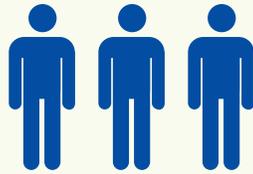
D'ailleurs, afin de prendre du recul sur l'historique de nos actions, de porter un regard plus structuré sur l'impact cumulatif de celles-ci et de mieux orienter nos actions futures, un chantier de travail sur les changements de comportements a été redéfini au cours de la dernière année. Actif depuis une dizaine d'années, ce chantier sera déployé plus vigoureusement au cours des prochaines années.

En effet, pour une organisation comme la nôtre dont la mission est d'induire des changements de comportements, voir plus globalement des changements sociétaux, la compréhension du processus de changement chez l'être humain est un enjeu clé. C'est dans ce contexte que des efforts particuliers ont été déployés pour faire la synthèse de nos connaissances et de notre expérience sur le sujet. Nous croyons qu'en développant une meilleure maîtrise de ces dynamiques, mais surtout qu'en partageant ces connaissances, nous développerons un levier stratégique qui nous permettra d'aider plus efficacement encore notre réseau de partenaires terrain dans l'optimisation des impacts de leurs projets. C'est dans cette optique qu'une présentation a été développée et testée au cours de la dernière année, avec pour résultat une réception favorable, voire un engouement certain du milieu, qui nous incite à aller encore plus loin.

En terminant, je tiens à souligner l'engagement des membres de l'équipe du FAQDD et des administrateurs qui ont su, au cours de cette année chargée, maintenir un rythme de travail soutenu afin d'assurer le bon fonctionnement des projets de l'organisation et surtout, de mettre la table pour nos actions futures.

Nicolas Girard
Directeur général

ÉQUIPE



CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENTE

France Levert

Présidente

Réseau des femmes en environnement (RFE)

VICE-PRÉSIDENT

Philippe Bourke

Vice-président, Développement stratégique et affaires publiques

Réseau Environnement

TRÉSORIÈRE

Nathalie Drapeau

Directrice générale

Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie

SECRÉTAIRE

Danielle Lussier

Urbaniste, directrice

Bureau du développement durable

Direction générale, Ville de Montréal

ADMINISTRATEURS

Gaston Bédard

Président-directeur général

Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

Michel Brutti

Associé principal

CFA, Jarislowsky Fraser Limitée

Philippe Dubuisson

Sous-ministre associé aux politiques économiques

Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Jean-François Harel

Secrétaire général, développement durable, affaires coopératives

La Coop fédérée

Alain Lavoie

Directeur

Bureau de coordination du développement durable

Pierre Meunier

Associé / Conseiller stratégique

Fasken Martineau

Dany Michaud

Président-directeur général

RECYC-QUÉBEC

REMERCIEMENTS

Au cours des trois dernières années, M. Jean Lacroix, PDG de Réseau Environnement et de l'AQME, a été un acteur clé dans le positionnement stratégique de l'organisation. Nous tenons à le remercier chaleureusement pour son précieux apport au sein du conseil d'administration.



Événement éco-gourmand
10 septembre 2016



ÉQUIPE DU FAQDD

L'équipe du FAQDD est formée de professionnels aguerris dont les expertises complémentaires couvrent la gestion de programmes de financement, l'analyse et l'accompagnement de projets, les communications, la mesure des changements de comportements et la vulgarisation.



Nicolas Girard
Directeur général



Nicola Potvin
Coordonnateur des communications



Mélissa Marceau
Coordonnatrice administrative



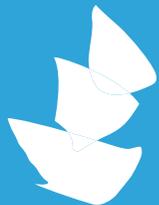
Guillaume Plamondon
Directeur, Partenariats et Évaluation d'impacts



Véronique Desmarais
Chargée de projets

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons souligner la précieuse collaboration de madame Claudine Ségui, chargée de projets au cours de la dernière année. Merci pour tout le travail accompli et nous te souhaitons le meilleur pour la suite.



FONDS D'ACTION
QUÉBÉCOIS POUR LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE

PREMIER FONDS DÉDIÉ AU
DÉVELOPPEMENT DURABLE DU QUÉBEC

UN CHEMIN COLOSSAL PARCOURU
DEPUIS 2000

62 M\$
REMIS EN AIDE
FINANCIÈRE

LEVIER
ÉCONOMIQUE
DE PLUS DE
115 M\$

PRÉSENCE DANS
17
RÉGIONS

+1 350
EMPLOIS
CRÉÉS / MAINTENUS

PLUS DE
300
PARTENAIRES
SUR LE TERRAIN

+ 550
PROJETS
SOUTENUS
DEPUIS 17 ANS

FAITS SAILLANTS 2016-2017



RÉUNIONS & COMITÉS

7 conseil
d'administration

12 sous-comités
stratégiques

6 comités
de sélection



SUR LE WEB ET DANS LES MÉDIAS

27 925 visites

17 746 utilisateurs

67 686 pages vues

16 infolettres

40 articles et entrevues
dans les médias



PROJETS

37 projets soutenus

3 093 655 \$ engagés



278
abonnés



1 621
abonnés



2 223
abonnés

DÉCODER LE PROCESSUS DE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT



Saint-Jérôme Folk
5 au 20 août 2016



ACCÉLÉRER L'ADOPTION DE NOUVELLES HABITUDES ET PRATIQUES DURABLES

Au fil des ans, la diversité des projets soutenus par le FAQDD a favorisé le développement d'une expertise spécifique sur l'encadrement, le suivi et l'analyse des résultats des projets de sensibilisation et de mobilisation citoyenne. Notre compréhension des mécanismes de changements de comportements et de pratiques, dans un contexte de développement durable et de lutte aux changements climatiques, a permis de nous démarquer et de faire converger les efforts et les savoir-faire en innovation sociale. Ce champ d'expertise particulier nous permet aujourd'hui de jouer un rôle stratégique qui vient appuyer nos porteurs de projets, nos collaborateurs et les différents paliers gouvernementaux.

POURQUOI S'INTÉRESSER AUX CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS?

Nos décisions sont souvent axées sur le présent, alors que les enjeux de développement durable s'inscrivent plutôt dans une vision à long terme. Tandis que nous les croyons rationnelles, nos décisions sont souvent issues de nos émotions et de nos automatismes. Comment alors pouvons-nous influencer la prise de décision individuelle et collective pour l'adoption de comportements et de pratiques favorables à la construction d'une société écoresponsable, équitable et prospère? C'est ce questionnement qui a dicté le travail d'observation et l'ensemble des actions du FAQDD au cours des 17 dernières années, car pour influencer les décisions individuelles et collectives, il faut d'abord comprendre comment elles s'opèrent et prennent forme.

TROIS CHANTIERS, UN OBJECTIF...

Afin de planifier efficacement tout projet visant à faire évoluer les pratiques des individus, il faut avant tout comprendre que le changement de comportement est une notion complexe qui fait appel à des champs d'expertise et à des connaissances variées. Il s'articule différemment selon le comportement visé, l'enjeu ciblé et le type de clientèle touchée et il n'y a pas de modèle unique pour inciter à l'adoption d'un nouveau comportement. Il est donc essentiel d'apprendre à composer avec des connaissances multidisciplinaires afin d'opérer une mobilisation citoyenne efficace et de faire du changement de comportement un outil transversal dans l'implantation du développement durable au Québec.



Subaru IRON MAN
21 août 2016



En réponse à cet enjeu de transfert de connaissances, l'équipe du FAQDD a mis sur pied cette année trois chantiers ayant comme objectif principal la vulgarisation des grands concepts et théories issus de l'économie comportementale que nous appliquons concrètement dans l'accompagnement de projets.

CHANTIER 1

CRÉATION D'UNE PREMIÈRE VERSION D'UN DOCUMENT D'INFORMATION

Production d'un document de présentation des grands courants d'analyse entourant l'évolution comportementale individuelle et collective sur lesquels le FAQDD a basé son travail d'accompagnement de projet en vue d'en maximiser les retombées pour la société.



CHANTIER 2

CONCEPTION D'UNE CONFÉRENCE

Titre : Comprendre les changements de comportements individuels et collectifs

Description : L'humain est un être social complexe. Comprendre comment et pourquoi les individus et les groupes sociaux, petits ou grands, prennent leurs décisions est une énigme de taille à laquelle s'attardent les sciences sociales, afin d'en comprendre les rouages. Véritable voyage au cœur des grandes théories comportementales, venez découvrir les pistes de réponses concernant l'analyse des comportements humains et la façon dont nous pouvons agir sur eux.

Animations 2016-2017 :

- 25 octobre 2016 - Bureau de reconstruction du centre-ville de Lac-Mégantic
- 22 mars 2017 - Americana



Nicola Potvin, Americana 2017

CHANTIER 3

PROJET-PILOTE D'ACCOMPAGNEMENT EN MARKETING SOCIAL

Lorsqu'on aborde les principes de gestion de projet qui touchent les changements sociaux et qu'on souhaite dépasser le stade des actions basées sur l'intuition, la tâche n'est pas simple. Pour appuyer les porteurs de projets, le FAQDD a testé cette année, auprès de deux projets, un nouveau support en marketing social axé sur la compréhension et l'opérationnalisation du changement de comportement.

Objectifs

Développer et tester une approche de support en marketing social propre au FAQDD. Comprenant six étapes, cet accompagnement vise à maximiser l'impact des projets en matière de changements de comportements sociaux. Chaque projet visé franchit les étapes selon un rythme qui lui est propre.

LES SIX ÉTAPES DE L'ACCOMPAGNEMENT FAQDD



QU'EST-CE QUE LE MARKETING SOCIAL?

Le marketing social, c'est l'application des technologies de marketing commercial à l'analyse, à la planification, à l'exécution et à l'évaluation des programmes conçus pour influencer le comportement volontaire des auditoires cibles afin d'améliorer leur bien-être personnel de même que celui de leur société.

PROJETS ACCOMPAGNÉS (FORMULE PILOTE EN MARKETING SOCIAL)

Projet 1 : À vos ruelles vertes!

Organisme porteur : Nature Québec

Objectif de la démarche : Accélérer le changement de comportement à partir du profil sociodémographique des ruelles ciblées dans une démarche comportementale axée sur la mobilisation citoyenne.



État d'avancement : Étape 02 - Segmentation et analyse du public cible

Projet 2 : Certification stationnement écoresponsable

Organisme porteur : Conseil régional de l'environnement de Montréal (CREMTL)

Objectif de la démarche : Faciliter le passage à l'action des propriétaires et des gestionnaires de stationnements qui répondent déjà en totalité ou en partie aux critères pour l'obtention de la certification stationnement écoresponsable. En segmentant les différents profils selon une approche de type persona-behavior, l'organisation souhaite accélérer le changement de comportement des personnes clés afin de créer un effet d'entraînement sur la demande de cette nouvelle certification.



Photo : Société de développement Angus

État d'avancement : Étape 03 - Analyse de l'environnement

ACTION-CLIMAT QUÉBEC



Fête des vendanges Magog-Orford
3 au 11 septembre 2016



ACTION-CLIMAT



/15

Programme de soutien à la mobilisation et à l'action citoyenne en changements climatiques

NOUS PARTICIPONS À LA VISION DU QUÉBEC EN MOBILISATION CITOYENNE DANS UNE PERSPECTIVE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Depuis 2008, le FAQDD participe activement à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) via le plan d'action sur les changements climatiques du gouvernement du Québec. Dans la continuité de ce rôle pilier, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a confié au FAQDD, le 30 mars 2016, la gestion du volet local et régional du programme Action-Climat Québec.

Ce programme a pour objectif d'engager les citoyens, entreprises, institutions et municipalités du Québec dans l'action et d'encourager des changements de comportements et de pratiques en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'adaptation aux changements climatiques. Financé par le Fonds Vert, il découle de la priorité 8 du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques qui vise à mobiliser le Québec en soutenant les initiatives de la société civile et des communautés.

LE PLAN D'ACTION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 2013-2020, EN BREF...

Il s'agit de la pièce maîtresse de l'approche stratégique du Québec en matière de changements climatiques. Il présente un ensemble d'outils qui contribueront à l'atteinte des objectifs du Québec en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'adaptation aux impacts des changements climatiques.

La cible de réduction de GES de 20 % sous le niveau de 1990 et la Stratégie gouvernementale d'adaptation en changements climatiques guident l'action du Québec jusqu'en 2020.

UNE APPROCHE COMPLÉMENTAIRE

DIMINUER
les émissions
de gaz à effet
de serre



S'ADAPTER
aux
changements

PRIORITÉ 8

Mobiliser le Québec en soutenant des initiatives de la société civile et des communautés

ACTION-CLIMAT QUÉBEC 2016-2017, VOLET LOCAL ET RÉGIONAL, C'EST...

3 000 000 \$

administrés par le FAQDD pour
des projets intervenant dans
une à cinq régions administratives

244

organisations
accompagnées

207

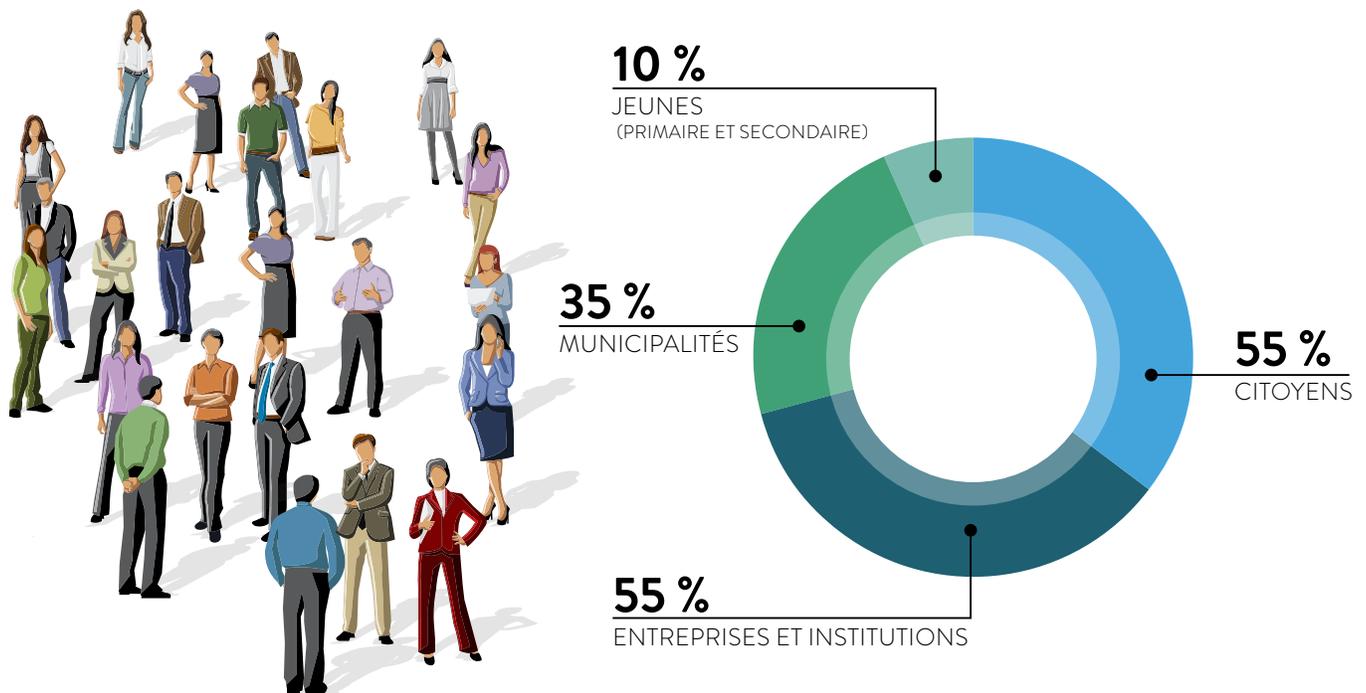
demandes
de soutien
partout au
Québec

26

projets
financés



CLIENTÈLES CIBLÉES PAR LES PROJETS



UN PROGRAMME QUI FAIT ÉVOLUER LES COMPORTEMENTS

Le changement de comportement est un processus graduel marqué par différents stades chez les individus. Dans leur modèle transthéorique, les psychosociologues Prochaska et Diclemente ont identifié cinq étapes par lesquelles s'opère le changement comportemental. Pour favoriser le succès des projets de mobilisation citoyenne, il est primordial de bien connaître le public à qui s'adresse le projet et de savoir à quelle étape du changement de comportement il se situe.

Dans le but de décupler l'impact des projets et leur déploiement en société, le FAQDD cadre l'ensemble des actions posées par ses projets dans une stratégie globale de changement de comportement basé sur les cinq étapes suivantes.

ÉTAPES

DESCRIPTION DES ÉTAPES

STRATÉGIES D'INTERVENTION

EXEMPLES D'ACTIVITÉS DE PROJET

01

Précontemplation inaction

L'individu n'a pas l'intention de changer de comportement, souvent parce qu'il n'en perçoit pas les avantages ou qu'il n'a pas conscience de la problématique.

02

Contemplation prise de conscience

L'individu a un intérêt pour le nouveau comportement, mais il demeure ambivalent et évalue toujours les coûts et bénéfices associés au changement.

Sensibilisation et mobilisation

- Conscientiser (informer, communiquer, sensibiliser)
- Démontrer la valeur ajoutée
- Diminuer les coûts
- Augmenter les bénéfices
- Modifier l'environnement (p.ex. normaliser une pratique)
- Faire essayer / expérimenter
- Montrer par l'expérience (mimétisme)

Répartition des activités de la cohorte 2016-2017 Action-Climat Québec, volet local et régional

Représentations et événements
(conférences, kiosques,
démonstrations, etc.)

55 %
des projets

Sites Internet,
réseaux sociaux
et applications

75 %
des projets

Approches
et
rencontres
ciblées

70 %
des projets

Promotion et diffusion
d'information
(dépliants, reportages,
articles, vidéos, etc.)

80 %
des projets

03

Préparation

L'individu perçoit les avantages à changer de comportement et manifeste sérieusement son intention en ce sens. À ce stade, il commence à identifier les obstacles et à trouver des stratégies qui l'aideront à passer à l'action.

Préparation

- Provoquer l'engagement moral et concret
- Former
- Fournir les outils nécessaires
- Assister dans le développement et la planification d'actions possibles
- Concerter et réseauter

Ateliers et formations **55%** des projets

Démarche participative **55%** des projets

Diagnostics et audits **30%** des projets

Plans d'action et politiques **65%** des projets

Diffusion d'outils de préparation (guides, grilles de calcul, etc.) **35%** des projets

Engagements et défis **10%** des projets

Mise en place de réseaux **10%** des projets

04

Action

L'individu modifie son comportement.

Accompagnement dans l'action

- Accompagner et conseiller
- Assurer une rétroaction (évaluer l'appréciation du changement)
- Récompenser et/ou valoriser le changement de comportement

Mise en œuvre de plans d'action **60%** des projets

Démarches de certification **55%** des projets

Services conseils et techniques **45%** des projets

Reconnaissance de l'exemplarité **15%** des projets

05

Maintien

L'individu a adopté de façon permanente le nouveau comportement, mais il demeure sensible aux risques de rechute.

Maintien

- Supporter pour éviter les rechutes et favoriser les relations d'aide
- Structurer la filière alternative
- Pallier aux lacunes observées à la suite du changement de comportement
- Évaluer les effets à long terme

Sondage de suivi

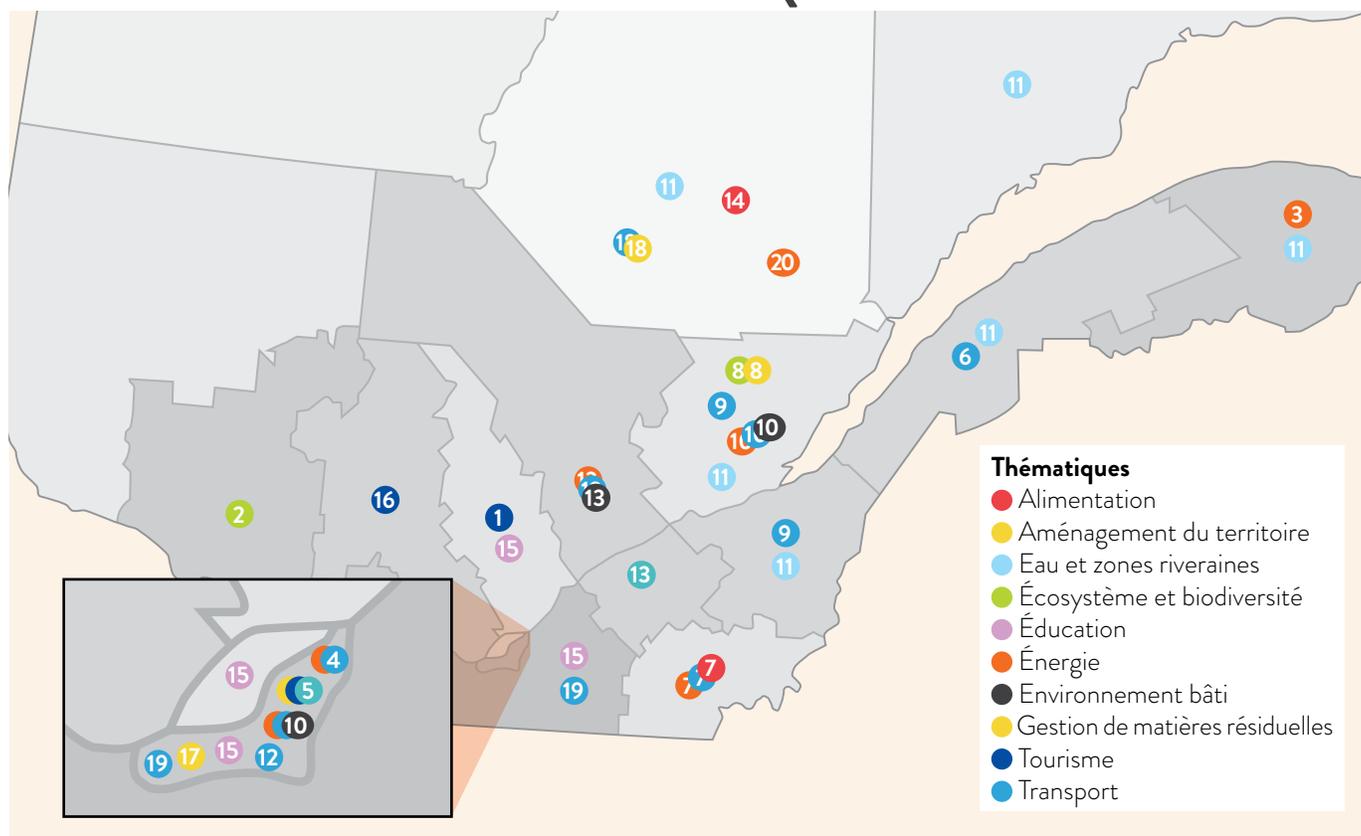
Structures d'encouragement

Rétroaction

Engagements et ententes de continuité **10%** des projets



COHORTE ACTION-CLIMAT QUÉBEC 2016-2017



PRÉSENTATION DES PROJETS

1 Covoiturage Lanaudière - J'embarque!



Le CRE Lanaudière veut développer et favoriser l'utilisation du covoiturage dans la région de Lanaudière, en complémentarité avec les autres modes de transport actifs et collectifs. Ainsi, grâce à la mise en place de 18 stationnements incitatifs, d'une campagne de mobilisation citoyenne et d'accompagnement en milieu de travail, le projet vise à ce que 1 600 contacts soient établis entre conducteurs et passagers.

Nom de l'organisme : Conseil régional de l'environnement de Lanaudière (CREL)

Public cible : Citoyens

Régions touchées : 14-Lanaudière

Thématique : Transport

2 Air Ou-Vert



La campagne de verdissement et de sensibilisation proposée par le CREDDO sur l'île de Hull vise à freiner l'expansion des îlots de chaleur, tout en amenant les citoyens et les organisations du milieu à prendre conscience de l'importance de l'arbre en contexte urbain. Le projet amène les citoyens à participer à des initiatives innovantes pour reverdir leur milieu de vie.

Nom de l'organisme : Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais (CREDDO)

Public cible : Citoyens et jeunes

Régions touchées : 07-Outaouais

Thématique : Écosystème et biodiversité

3

Groupe d'action énergie et bâtiment durable aux Îles-de-la-Madeleine



Aux Îles-de-la-Madeleine, il se consomme annuellement l'équivalent de 81 000 tonnes de pétrole, dont près de 55 % sont utilisées pour les bâtiments. Le projet vise donc à mobiliser un groupe de travail représentatif des acteurs socioéconomiques locaux, afin qu'ils identifient et qu'ils adoptent des pratiques permettant de réduire cette consommation et, par le fait même, les émissions de gaz à effet de serre associées.

Nom de l'organisme : ÉcoBâtiment

Public cible : Entreprises et institutions et municipalités

Régions touchées : 11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Thématique : Énergie

4

Colloque et accompagnement pour la mise en place de mesures en développement durable pour les gestionnaires immobiliers et les propriétaires dans la plus grande zone industrielle au Québec



DESTL souhaite encourager l'utilisation de modes de transport durable dans les zones industrielles de Montréal et solliciter les gestionnaires des bâtiments vieillissants à acquérir de meilleures pratiques d'efficacité énergétique. Les entreprises et institutions du Pôle de l'Ouest à se conscientiser et à passer à l'action, afin de rendre les zones industrielles davantage durables et de diminuer l'empreinte écologique sur le territoire.

Nom de l'organisme : Développement économique St-Laurent

Public cible : Entreprises et institutions

Régions touchées : 06-Montréal

Thématique : Énergie et transport



Certification de stationnement écoresponsable



L'objectif de la Certification stationnement écoresponsable est de créer un effet d'entraînement pour l'adoption de meilleures pratiques de gestion immobilière, permettant ainsi de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à la dépendance à l'automobile et de diminuer les îlots de chaleur générés par les surfaces de stationnement.

Nom de l'organisme : Conseil régional de l'environnement de Montréal

Public cible : Entreprises et institutions et municipalités

Régions touchées : 06-Montréal

Thématique : Aménagement du territoire, transport et gestion des matières résiduelles

6

Transport collectif dans les MRC du Bas-St-Laurent : l'électricité et le biogaz comme alternatives au pétrole



Dans le cadre de l'élaboration de nouveaux plans de transport intra et inter municipaux, le CREBSL désire documenter les opportunités économiques, environnementales et sociales de l'utilisation de formes d'énergie renouvelable régionale comme moyen alternatif pour propulser le transport collectif au Bas-Saint-Laurent. Grâce à un accompagnement personnalisé, les décideurs pourront prendre des décisions éclairées quant au transport collectif en considérant, dès la phase de planification, la conversion vers l'électricité ou le biogaz.

Nom de l'organisme : Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent (CREBSL)

Public cible : Entreprises et institutions et municipalités

Régions touchées : 01-Bas-St-Laurent

Thématique : Transport

7 Comprendre et agir face aux changements climatiques : les ICI mis à l'épreuve!



Le CRE Estrie désire outiller et accompagner les organismes, entreprises et décideurs de la région, de façon à leur permettre de mieux comprendre les impacts des changements climatiques. Grâce à l'accompagnement personnalisé qui leur est offert dans ce projet, ils pourront intégrer des pratiques de réduction de leurs gaz à effet de serre, s'adapter aux conditions climatiques et susciter l'engagement personnel et collectif dans leur milieu.

Nom de l'organisme : Conseil régional de l'environnement de l'Estrie

Public cible : Entreprises et institutions

Régions touchées : 05-Estrie

Thématique : Énergie, transport et alimentation

8 À vos ruelles vertes!



Nature Québec souhaite engager les citoyens propriétaires de la ville de Québec à contribuer à l'adaptation aux changements climatiques et à la lutte aux îlots de chaleur en verdissant et/ou en réaménageant six ruelles grâce à de nouveaux concepts urbanistiques.

Nom de l'organisme : Nature Québec

Public cible : Citoyens

Régions touchées : 03-Capitale-Nationale

Thématique : Écosystème et biodiversité et aménagement du territoire

9 Ma vie sans mon auto



Accès transports viables veut générer un transfert modal à long terme de l'auto-solo vers les transports actifs et collectifs chez 40 participants à qui l'automobile sera retirée pendant deux mois. Projeté dans une série télévisée qui mettra de l'avant la réalité vécue par ces ménages, le projet souhaite démontrer à un plus grand nombre de citoyens que la réduction de l'utilisation de l'automobile peut être possible et avantageuse.

Nom de l'organisme : Accès transports viables

Public cible : Citoyens

Régions touchées : 03-Capitale-Nationale et 12-Chaudière-Appalaches

Thématique : Transport

10 Des solutions collectives locales en énergie et en mobilité pour la ville de demain



La Coop Carbone souhaite mettre en place une approche participative avec les parties prenantes de trois quartiers pilotes de Montréal et d'un quartier de Québec, afin d'identifier des solutions collectives en efficacité énergétique et en mobilité durable, ainsi que pour développer les capacités des acteurs de ces quartiers à les mettre en œuvre.

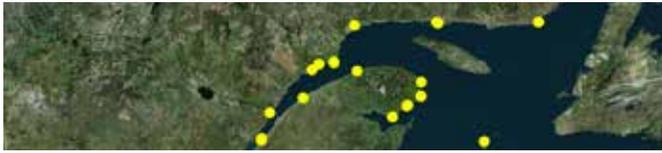
Nom de l'organisme : La Coop Carbone

Public cible : Citoyens et entreprises et institutions

Régions touchées : 03-Capitale-Nationale et 06-Montréal

Thématique : Énergie, transport et environnement bâti

11 ROCLIT : Réseau d'observation citoyenne du Littoral



Le Comité ZIP du Sud-de-l'Estuaire désire sensibiliser les citoyens à l'impact des changements climatiques sur les habitats côtiers, de même que les mobiliser dans le suivi de l'état de santé du littoral par la collecte de données issues d'observations terrain. Pour ce faire, deux campagnes d'information citoyenne seront réalisées et un réseau Internet de partage, d'échange et de visualisation des changements observés sur le littoral sera mis en place.

Nom de l'organisme : Comité ZIP du Sud-de-l'Estuaire

Public cible : Citoyens

Régions touchées : 01-Bas-St-Laurent, 02-Saguenay-Lac-Saint-Jean, 03-Capitale-Nationale, 09-Côte-Nord, 11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et 12-Chaudière-Appalaches

Thématique : Eau et zones riveraines

12 Véloration Saint-Michel



Afin d'outiller adéquatement la population du quartier Saint-Michel, à Montréal, pour l'utilisation quotidienne du vélo dans son environnement, Cyclo Nord-Sud souhaite proposer aux résidents un ensemble de services complémentaires et maximiser l'accessibilité de ce moyen de transport actif.

Nom de l'organisme : Société d'éducation pour le cyclisme à Montréal (Cyclo Nord-Sud)

Public cible : Citoyens

Régions touchées : 06-Montréal

Thématique : Transport

13 En route vers la carboneutralité de la MRC Maskinongé



Pour amener la MRC de Maskinongé à la carboneutralité, la SADC de Maskinongé propose d'accompagner la collectivité, les entreprises, les municipalités et le secteur agricole dans la réalisation d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre, dans l'identification des mesures de réduction et dans la mise en œuvre d'actions, le tout structuré par la mise en place de comités carboneutres, de forums citoyens et de formations.

Nom de l'organisme : SADC Maskinongé

Public cible : Citoyens, entreprises et institutions et municipalités

Régions touchées : 04-Mauricie

Thématique : Énergie, environnement bâti, transport et gestion des matières résiduelles

14 Vers des municipalités nourricières!



Pour répondre aux enjeux d'insécurité alimentaire qui seront amplifiés par les changements climatiques, de même que pour réduire l'utilisation d'engrais dans le secteur agroalimentaire et les émissions de gaz à effet de serre liées au transport des aliments, EURÊKO! propose de mobiliser 4 municipalités du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour la réalisation d'un bilan, la sensibilisation, la définition et la mise en œuvre de solutions de production alimentaire locale.

Nom de l'organisme : Eurêko!

Public cible : Citoyens et municipalités

Régions touchées : 02-Saguenay-Lac-Saint-Jean

Thématique : Alimentation

15 Mission Atmosphère, Programme de leadership jeunesse sur la météo, les changements climatiques et la résilience



Pour contribuer à la sensibilisation de la population face aux changements climatiques et à leurs impacts, GUEPE désire susciter l'intérêt des jeunes de 14 à 17 ans envers les sciences atmosphériques et en faire des agents multiplicateurs d'actions. Pour ce faire, un programme d'immersion d'une semaine sur la climatologie et la météorologie sera offert à la suite de quoi, les jeunes devront développer et réaliser des actions de science citoyenne concrète dans leur communauté, afin de partager leurs connaissances.

Nom de l'organisme : GUEPE

Public cible : Jeunes

Régions touchées : 06-Montréal, 13-Laval, 14-Lanaudière et 16-Montérégie

Thématique : Éducation

16 Living Lab en adaptation aux changements climatiques et en diminution des GES pour les PME touristiques des Laurentides



Devant les pertes socioéconomiques potentielles que pourrait engendrer l'inaction de l'industrie touristique dans la lutte contre les changements climatiques, Tourisme Laurentides désire mettre en place un Living Lab, soit une démarche de co-création avec les entreprises touristiques des Laurentides pour la recherche de solutions d'adaptation et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Nom de l'organisme : Tourisme Laurentides

Public cible : Entreprises et institutions

Régions touchées : 15-Laurentides

Thématique : Tourisme

17 Ruelles bleues-vertes



Le CEUM désire mettre en place deux projets-pilotes de ruelles bleues-vertes à Montréal, un concept visant à déconnecter les collecteurs d'eau de pluie traditionnels des toitures résidentielles et les dévier vers des ruelles, afin d'y aménager des installations de verdissement. Ce processus permet, entre autres, de désengorger les réseaux pluviaux municipaux, de réduire les besoins de traitement de l'eau et de permettre aux ruelles d'être plus résilientes face aux événements climatiques extrêmes.

Nom de l'organisme : CEUM - Société de développement communautaire de Montréal (SODECM)

Public cible : Citoyens et municipalités

Régions touchées : 06-Montréal

Thématique : Aménagement du territoire

18 PROJET SLOCHE : Des centralités quatre saisons pour réduire les GES et s'adapter aux changements climatiques



Devant la problématique de la désertification du centre-ville de Saguenay en hiver et l'utilisation systématique de la voiture pour les courts déplacements, la Fondation Rues Principales veut augmenter la part modale des transports actifs et collectifs et promouvoir ce milieu de vie dans la communauté. Le projet vise donc à mixer plusieurs initiatives événementielles, mais aussi la mise en place d'aménagements pour améliorer le confort climatique des espaces publics.

Nom de l'organisme : Fondation Rues Principales

Public cible : Citoyens et entreprises et institutions

Régions touchées : 02-Saguenay-Lac-Saint-Jean

Thématique : Transport et aménagement du territoire

19 Réduire les émissions du transport urbain des marchandises par la consolidation logistique



La Coop Carbone désire réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au transport de marchandises en milieu urbain en mettant en place une structure de co-crédation formée d'experts et de parties prenantes (« Freight Quality Partnership »), afin de trouver des solutions adaptées pour la consolidation des flux de marchandise et de réaliser un projet-pilote à Montréal.

Nom de l'organisme : Coop Carbone

Public cible : Entreprises et institutions et municipalités

Régions touchées : 06-Montréal et 16-Montérégie

Thématique : Transport

20 Le Saguenay-Lac-Saint-Jean montre de quel bois il se chauffe!



Bien que la communauté scientifique ait démontré le rôle de la filière du chauffage à la biomasse forestière résiduelle pour lutter contre les changements climatiques, la réalisation de chaufferies tarde à prendre de l'ampleur au Québec.

Pour réunir les conditions favorables à la transition de systèmes de chauffage aux énergies fossiles vers la biomasse forestière, Nature Québec propose de rassembler les experts techniques et financiers du secteur de la biomasse pour identifier, former et accompagner les institutions à haut potentiel de conversion du Saguenay-Lac-Saint-Jean, afin qu'ils réalisent une étude de faisabilité préalable à leur conversion.

Nom de l'organisme : Nature Québec

Public cible : Entreprises et institutions

Régions touchées : 02-Saguenay-Lac-Saint-Jean

Thématique : Énergie

/ LA DIFFICULTÉ N'EST PAS DE COMPRENDRE LES IDÉES NOUVELLES, MAIS D'ÉCHAPPER AUX IDÉES ANCIENNES. /

JOHN MAYNARD KEYNES

Festi-neige
Chambre de commerce
Sainte-Agathe-des-Monts
Du 22 janvier au 21 février 2016



MAGNITUDE 10



C2MTL
25 et 26 mai 2016



MAGNITUDE 10

WWW.MAGNITUDE10.COM



Onde de choc du développement durable en entreprise

L'ENJEU

Au Québec, près de 90 % de l'écosystème entrepreneurial est composé de petites et moyennes entreprises (PME). Ces 210 000 entreprises, qui sont essentielles à la vitalité économique du Québec, interviennent dans des contextes sectoriels variés et sont confrontées à des enjeux multiples. Prenant part à un environnement complexe, les PME sont inévitablement confrontées à des enjeux de performance : utilisation de ressources naturelles, efficacité énergétique, optimisation des infrastructures de production, gestion de flottes de transport, gestion du carbone, prévention en matière de sécurité au travail, recrutement et fidélisation de la main-d'œuvre, etc.

Alors que 22 % des entreprises du Québec ont pris le virage écoresponsable, un objectif commun lie ces entreprises entre elles : le désir de s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue et d'innovation. De nombreux bénéfices sont observés à la suite de ces changements : une réduction des risques, une satisfaction accrue de la clientèle et un avantage concurrentiel sur les marchés.

LA CIBLE

Pour augmenter significativement le nombre de PME écoresponsables au Québec, il ne faut pas se limiter aux initiatives isolées, mais créer une véritable réaction en chaîne au cœur du milieu des affaires mettant en mouvement simultanément un maximum d'entreprises. Magnitude 10 a comme objectif d'accélérer l'adoption de pratiques écoresponsables au sein du milieu des affaires du Québec. Il intervient comme un instrument favorisant l'action, le mouvement, l'effet d'entraînement et la cohésion en créant un contexte favorable au changement de pratiques dans les PME.

L'IMPACT¹⁰

ACCÉLÉRATEUR M¹⁰

Les regroupements d'entreprises du Québec avaient jusqu'au 28 novembre 2016 pour déposer un projet dans la zone d'accélération M¹⁰. L'Accélérateur M¹⁰ proposait un cadre pour faciliter le travail des regroupements d'entreprises qui souhaitent devenir des courroies de transmission pour l'adoption de pratiques écoresponsables auprès de leurs membres. Les projets pouvaient ainsi bénéficier d'un support financier maximum de 90 000 \$ étalé sur 20 mois. La première secousse « Magnitude 10 » a permis de mettre en mouvement onze regroupements d'entreprises québécois selon des enjeux sectoriels ou régionaux.

PREMIÈRE SECOUSSE



Le 26 novembre 2015, le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD) annonçait le lancement du plan d'accélération Magnitude 10. Fruit d'un partenariat avec le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation Magnitude 10 mise sur le rôle d'influence des regroupements d'entreprises pour mobiliser leurs entreprises membres et ainsi épauler significativement le gouvernement à faire passer de 20 % à plus de 30 % le nombre de PME québécoises ayant adopté des pratiques écoresponsables d'ici 2020.

« Nous souhaitons inciter les associations sectorielles, les créneaux d'excellence et les autres regroupements d'entreprises à participer à la campagne Magnitude 10 et à adopter davantage de pratiques écoresponsables, lesquelles contribuent à renforcer la performance de nos PME. »

Lise Thériault

*Ministre responsable des Petites et Moyennes Entreprises,
de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional*



11 REGROUPEMENTS EN MOUVEMENT

2 RÉSEAUX D'ENTREPRISES MAJEURS :

01. CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL

5 000 PME MEMBRES

PROJET-PILOTE D'IMPLANTATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES COMMERCES DE DÉTAIL



Le secteur du commerce de détail a un impact majeur sur l'économie, les collectivités et l'environnement. Deuxième plus grand employeur privé au Québec, il est un moteur essentiel à la vitalité de l'économie québécoise. Néanmoins, les entreprises de ce secteur doivent opérer dans un contexte changeant, notamment avec les objectifs environnementaux fixés par le gouvernement provincial et les municipalités, la croissance de la vente en ligne, ainsi que la nécessité de définir et de renforcer le sentiment d'appartenance de la clientèle aux établissements commerciaux. L'intégration du développement durable aux activités des entreprises de ce secteur devient une opportunité d'adaptation face à ces réalités.

À partir d'un groupe de 5 bannières québécoises issues de 5 secteurs différents du commerce de détail (pharmacie, quincaillerie, lingerie, escompte, art), un projet-pilote visant à définir, implanter et mesurer l'impact d'une série d'actions, telles que l'efficacité énergétique, l'approvisionnement local ou la gestion des surplus d'inventaire, est actuellement mis en place.

- **Budget total** : 193 000 \$
- **Financement accordé** : 90 000 \$
- **Durée** : 20 mois
- **Moyens privilégiés** :
 - Sensibilisation :
 - Approche et rencontres ciblées
 - Promotion et diffusion d'information
 - Représentations et événements
 - Préparation :
 - Diagnostics et audits
 - Diffusion d'outils de préparation
 - Accompagnement :
 - Mise en œuvre de plans d'action
 - Services-conseils et techniques
 - Reconnaissance de l'exemplarité
 - Maintien :
 - Engagement et ententes de continuité

02. MANUFACTURIERS ET EXPORTATEURS DU QUÉBEC

1 100 PME MEMBRES

RÉSEAUX EXPERTS EN DÉVELOPPEMENT DURABLE



Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ) supporte les entreprises en matière de main-d'œuvre qualifiée, d'innovation et d'exportation, afin de renforcer leur performance et de mieux les positionner sur les marchés mondiaux.

Parmi ses actions, MEQ anime depuis une dizaine d'années un réseau en développement durable permettant le partage d'expertises entre ses membres. L'association souhaite apporter un appui plus spécifique aux PME membres de son association qui n'ont pas le temps de participer au réseau de développement durable. Une stratégie de transfert d'expertise et d'accompagnement téléphonique sera notamment mise en place pour s'assurer d'une meilleure pénétration des solutions auprès des membres de l'association.

- **Budget total** : 92 990 \$
- **Financement accordé** : 43 195 \$
- **Durée** : 12 mois
- **Moyens privilégiés** :
 - Sensibilisation :
 - Approches et rencontres ciblées
 - Promotion et diffusion d'information
 - Préparation :
 - Diagnostics et audits
 - Diffusion d'outils de préparation
 - Accompagnement :
 - Services-conseils et techniques
 - Reconnaissance de l'exemplarité

3 REGROUPEMENTS MOBILISENT LEUR RÉGION :

03. CORPORATION DE LA RÉSERVE DE LA BIOSPHERE DE CHARLEVOIX

40 PME MEMBRES

LABORATOIRE UNESCO DE MULTIPLICATION D'ADOPTION DE NOUVELLES PRATIQUES D'ÉCORESPONSABILITÉ AU SEIN DES PME RÉGIONALES



L'intérêt de la région de Charlevoix pour le développement durable ne date pas d'hier. Déjà, en 2001, la ville de Baie-Saint-Paul devenait l'une des premières municipalités au Québec à se doter d'une planification et d'une stratégie de développement durable. Malgré tout ce travail, il n'en demeure pas moins que les changements d'habitudes et de pratiques prennent du temps et certains secteurs, pour différentes raisons, sont plus difficiles à toucher.

Dans ce contexte, et sous le leadership de la Corporation de la réserve de la Biosphère de Charlevoix, des acteurs politiques et économiques stratégiques de la région ont uni leurs forces pour mettre en œuvre une campagne de mobilisation qui, ultimement, amènera 100 PME à adopter des certifications en développement durable.

- **Budget total** : 180 500 \$
- **Financement accordé** : 90 000 \$
- **Durée** : 20 mois
- **Moyens privilégiés** :
 - Sensibilisation :
 - Site Web, réseaux sociaux et applications
 - Approches et rencontres ciblées
 - Promotion et diffusion d'information
 - Préparation :
 - Mise en place de réseaux
 - Accompagnement :
 - Démarche de certification
 - Reconnaissance de l'exemplarité
 - Maintien :
 - Engagement et ententes de continuité

04. CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN (CCMM)

7 000 MEMBRES

LA MOBILITÉ DURABLE, C'EST PAYANT!



Montréal se positionne parmi les quatre villes les plus congestionnées au Canada. Les coûts de la congestion, estimés à 1,8 G\$ par année, affectent la productivité des entreprises, freinent certains investissements et même déplacent les activités des entreprises hors de la métropole.

Portant la voix du milieu montréalais et oeuvrant à la croissance de son large bassin d'entreprises membres, la CCMM croit que la réduction de la congestion répond à ses objectifs. Elle se positionne depuis plusieurs années sur cet enjeu et agira concrètement avec ses partenaires pour mobiliser, former et accompagner ses PME membres dans l'adoption de pratiques et de plans favorables à la mobilité durable, permettant ainsi de les engager activement dans la lutte contre la congestion montréalaise.

- **Budget total** : 239 516 \$
- **Financement accordé** : 45 000 \$
- **Durée** : 12 mois
- **Moyens privilégiés** :
 - Sensibilisation :
 - Site Web, réseaux sociaux et applications
 - Promotion et diffusion d'information
 - Préparation :
 - Ateliers et formations
 - Engagements et défis
 - Diffusion d'outils de préparation
 - Mise en place de réseaux
 - Accompagnement :
 - Services-conseils et techniques
 - Reconnaissance de l'exemplarité

05. CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LAVAL

1 600 PME MEMBRES

PROGRAMME TRANSFORMACTION PME : CALORISER VOTRE ENTREPRISE DANS L'ÉCONOMIE DU 21^E SIÈCLE.



Dans un contexte favorisant l'émergence de nouvelles idées, les assises d'affaires annuelles de Laval ont permis de cibler l'adoption de pratiques écoresponsables dans les modèles d'affaires des entreprises membres comme le nouveau moteur économique de la ville.

Forte de la mobilisation de ses membres lors d'événements et de pilotes en développement durable, la Chambre de commerce et d'industrie de Laval vise à structurer sa démarche pour mobiliser, mettre en réseau et surtout, accompagner ses PME membres dans l'adoption de pratiques d'affaires durables.

- **Budget total** : 98 446 \$
- **Financement accordé** : 45 000\$
- **Durée** : 12 mois
- **Moyens privilégiés** :

Sensibilisation :

- Représentation et événements
- Site Web, réseaux sociaux et applications
- Promotion et diffusion d'information

Préparation :

- Ateliers et formations
- Diagnostics et audits
- Diffusion d'outils de préparation
- Mise en place de réseaux

Accompagnement

- Services-conseils et techniques
- Reconnaissance de l'exemplarité

06. ASSOCIATION DES MANDATAIRES EN VÉRIFICATION MÉCANIQUE DU QUÉBEC

250 MEMBRES

IMPLANTATION DU PROGRAMME CLÉ VERTE AUPRÈS DES ATELIERS DE L'ASMAVERMEQ



Les ateliers mécaniques font face à différents enjeux, dont l'amélioration de leur image de marque, la concurrence sur les marchés et la rétention de personnel. L'adoption de pratiques écoresponsables permettrait de répondre à ces enjeux et depuis 8 ans, la Certification Clé verte, a déjà convaincu plus de 700 garages automobiles d'adopter de telles pratiques. Cependant, la promotion qui en est faite ne permet pas de rejoindre adéquatement certains sous-secteurs de l'industrie des services automobiles, soit les ateliers spécialisés dans l'entretien des véhicules lourds, des autobus et les entreprises privées.

Regroupant 250 ateliers de mécanique, l'Association des mandataires en vérification mécanique du Québec souhaite adapter la certification et, par des ambassadeurs, mobiliser le secteur des ateliers en véhicules lourds pour l'adoption des bonnes pratiques écoresponsables. En certifiant les ateliers, ceux-ci adopteront, par exemple, une meilleure gestion des huiles usées, formeront mieux leurs employés, offriront de meilleures conditions de travail et un meilleur service à la clientèle.

- **Budget total** : 98 210 \$
- **Financement accordé** : 43 400 \$
- **Durée** : 20 mois
- **Moyens privilégiés** :

Sensibilisation :

- Représentations et événements
- Site Web, réseaux sociaux et applications
- Promotion et diffusion d'information

Préparation

- Atelier et formation

Accompagnement

- Démarche de certification

07. CORPORATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

35 MEMBRES

ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE VISANT À FAVORISER LE PASSAGE À L'UTILISATION DES FINITIONS À BASE D'EAU DANS L'INDUSTRIE DES PRODUITS DU MEUBLE ET DES BOIS D'APPARENCE



Constitué de 2 000 PME et TPE, le secteur de la fabrication de produits en bois utilise encore des produits de finition à base de solvant, soit d'importants polluants atmosphériques également nuisibles à la santé des travailleurs. Or, l'utilisation de produits de finition à base d'eau réduit ces impacts et déjà certains leaders mettent les efforts nécessaires pour accomplir ce virage technologique.

En appui au développement d'une vitrine, le projet vise à développer une stratégie et des outils d'implantation de produits de finition à base d'eau pour les PME de l'industrie de la fabrication de produits du bois du Québec, et de les transférer aux associations de ce secteur, de façon à ce qu'elles deviennent des relayeuses et ambassadrices.

- **Budget total** : 126 500 \$
- **Financement accordé** : 45 000 \$
- **Durée** : 12 mois
- **Moyens privilégiés** :
 - Sensibilisation :
 - Représentations et événements
 - Promotion et diffusion d'information
 - Préparation :
 - Diagnostics et audits
 - Plans d'action et politiques
 - Ateliers et formations
 - Accompagnement :
 - Reconnaissance de l'exemplarité

08. ETHIK BCG

80 MEMBRES

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE DANS L'INDUSTRIE DU TEXTILE



Les entreprises montréalaises de la mode sont conscientes du potentiel de l'économie circulaire, mais en tant que PME et TPE aux ressources limitées, l'intégration de ces principes s'avère difficile. Pourtant, l'important potentiel de cette industrie, entre autres par la réutilisation des invendus dans la fabrication de nouveaux produits, permet d'anticiper des avancées importantes.

Sélectionné par Ashoka international comme une des 20 entreprises qui proposent des pratiques responsables dans l'industrie de la mode, ÉTHIK BGC souhaite proposer à ses membres des outils pour comprendre et appliquer des réflexes d'économie circulaire dans le monde de la mode à Montréal. Par des approches de « design thinking » et de « living labs », le projet vise également à identifier des solutions sur l'intégration des 3RV et de l'approvisionnement responsable, en plus de mesurer l'engagement des entreprises.

- **Budget total** : 114 000 \$
- **Financement accordé** : 45 000 \$
- **Durée** : 12 mois
- **Moyens privilégiés** :
 - Sensibilisation :
 - Promotion et diffusion d'information
 - Approches et rencontres ciblées
 - Préparation :
 - Atelier et formation
 - Mise en place de réseaux
 - Diffusion d'outils de préparation
 - Accompagnement :
 - Services-conseils et techniques

09. PÔLE DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE

65 ENTREPRISES MEMBRES

PROPULSER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE



Si l'aspect social du développement durable est généralement un point fort des entreprises d'économie sociale, le volet environnemental est toutefois un enjeu pour les membres du Pôle des entreprises d'économie sociale de la région de la Capitale-Nationale. Comme pour d'autres petites et moyennes entreprises, des ressources limitées représentent un défi lorsqu'une volonté émerge d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et plans d'action écoresponsables.

Bien au fait de ces enjeux, le Pôle des entreprises d'économie sociale de la région de la Capitale-Nationale propulsera le développement durable dans ses entreprises membres par de la formation, des visites terrain et de l'accompagnement sur les pratiques et stratégies écoresponsables. La mise en commun des expériences permettra d'échanger sur les difficultés rencontrées et sur les réussites. Finalement, la diffusion des bons coups favorisera un effet d'entraînement auprès des autres pôles d'économie sociale.

- **Budget total** : 36 264 \$
- **Financement accordé** : 15 357 \$
- **Durée** : 12 mois
- **Moyens privilégiés** :
 - Sensibilisation :
 - Site Web, réseaux sociaux et applications
 - Approches et rencontres ciblées
 - Promotion et diffusion d'information
 - Préparation :
 - Ateliers et formations
 - Mise en place de réseaux
 - Accompagnement
 - Mise en œuvre de plans d'action
 - Services-conseils et techniques
 - Reconnaissance de l'exemplarité

10. SOCIÉTÉ DES ATTRACTIONS TOURISTIQUES DU QUÉBEC

241 MEMBRES

MODÈLE D'ÉVALUATION DES PRATIQUES SOCIALES POUR LES ENTREPRISES/ORGANISATIONS DU SECTEUR DU TOURISME CULTUREL (MEPS)



L'engagement envers la communauté et l'acceptabilité sociale des organisations sont de plus en plus importants pour l'industrie du tourisme culturel, notamment pour mieux répondre aux exigences croissantes de la clientèle et des bailleurs de fonds gouvernementaux. Le secteur du tourisme culturel et autochtone souhaite mieux structurer l'évaluation de ses pratiques sociales, afin de les améliorer, de les mettre en valeur et d'amener les bailleurs de fonds à considérer ces avancées.

Adaptée à l'événementiel, la SATQ a déjà réalisé un outil d'évaluation des pratiques sociales qu'elle propose d'adapter au secteur du tourisme culturel et autochtone, et de tester grâce à la mobilisation d'acteurs formant deux groupes pilotes. L'association vise également à guider les gestionnaires d'attractions culturelles dans l'implantation des meilleures pratiques sociales et à les aider à se doter de plans d'action et de cibles associées. Ces efforts promettent de générer des impacts positifs sur les clients, les travailleurs du secteur et leurs communautés.

- **Budget total** : 69 500 \$
- **Financement accordé** : 34 700 \$
- **Durée** : 20 mois
- **Moyens privilégiés** :
 - Sensibilisation :
 - Approche et rencontres ciblées
 - Promotion et diffusion d'information
 - Préparation :
 - Diagnostics et audits
 - Diffusion d'outils de préparation
 - Accompagnement :
 - Services-conseils et techniques

UN INCUBATEUR D'ENTREPRISES PROPULSE LES STRATÉGIES DURABLES :

11. LA GARE, COMMUNAUTÉ ENTREPRENEURIALE

75 MEMBRES

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES EN DÉMARRAGE



Dans le contexte où les entreprises technologiques en démarrage (startups) visent une croissance rapide, mais n'en sont encore qu'à leurs débuts, elles ne disposent que rarement des ressources financières et humaines nécessaires pour intégrer des pratiques écoresponsables. Pourtant, ces entreprises sont souvent citées en exemple dans le monde des affaires. Elles constituent les entreprises de demain et en sont à un point stratégique pour l'implantation d'une vision, de valeurs et d'une mission compatibles au développement durable qui saurait en influencer d'autres.

S'étant positionnée comme un acteur stratégique dans l'accompagnement des startups technologiques au cours des dernières années, la Gare et ses partenaires souhaitent intégrer les enjeux de pratiques d'affaires durables à la formation et à l'accompagnement offerts à sa clientèle.

- **Budget total** : 90 065 \$
- **Financement accordé** : 45 000 \$
- **Durée** : 12 mois
- **Moyens privilégiés** :
 - Site Web, réseaux sociaux et applications
 - Promotion et diffusion d'information
- Préparation :
 - Ateliers et formations
 - Diffusion d'outils de préparation
 - Plans d'action et politiques
- Maintien
 - Sondage de suivi

REVUE DE PRESSE 2016-2017

- Lancement du programme Climat-Québec : les organismes de bassins versants prêts à agir
1^{er} mai 2016 - Gaiapresse
- Lancement du programme Action-Climat Québec : Les OBV du Québec prêts à agir
10 mai 2016 – Médiaterrre
- Lutte contre les changements climatiques : le ministre Heurtel invite les Québécois à se mobiliser
11 mai 2016 – Gaiapresse
- Une enveloppe de 12 millions \$ sur 2 ans
11 mai 2016 – Le Courrier Parlementaire
- Lancement du programme Action-Climat pour les projets nationaux, régionaux ou locaux de lutte aux changements climatiques
11 mai 2016 – Québec municipal
- Douze millions de dollars pour la lutte contre les changements climatiques
14 mai 2016 – Journal Le Nord
- Programme Action-Climat Québec : trois millions pour des projets d'envergure locale et régionale
14 mai 2016 – Le Mirabel
- Douze millions de dollars pour la lutte contre les changements climatiques
14 mai 2016 – L'information du Nord Mont-Tremblant
- Changements climatiques : Paul Busque salue le lancement du programme Action-Climat Québec
17 mai 2016 – EnBeauce.com
- Le programme Action-Climat dispose d'une enveloppe de 12 M\$
19 mai 2016 – L'Éclaireur Progrès
- Tous à l'action
20 mai 2016 – Mon climat, ma santé
- Connaissez-vous le programme « Pensez le bâtiment et le transport différemment »?
23 mai 2016 – DESTL inc.



- Armées pour la lutte contre les changements climatiques
9 septembre 2016 – Le magazine Scribe

Que ce soit les grandes crues du printemps, les tornades ou les impacts des îlots de chaleur, les changements climatiques affectent les petites comme les grandes municipalités, et celles-ci doivent s'adapter pour y faire face. Ainsi, le gouvernement du Québec a relancé le Programme Action-Climat, assorti d'une enveloppe de 12 millions de dollars dont trois seront consacrés aux projets d'envergure locale et régionale.

- Action-Climat Québec : A support program to mobilize citizen action to counter climate change
2 juin 2016 – Town of Hampstead
- 43 480 \$ pour implanter Clé Verte à l’ASMAVERMEQ
15 juin 2016 – L’Écho du Transport
- Programme de financement Action-Climat Québec
16 juin 2016 – Accès entreprises
- Propulser le transport collectif au Bas-Saint-Laurent : des alternatives au pétrole existent
11 novembre 2016 – Gaiïapresse
- Propulser le transport collectif au Bas-Saint-Laurent : des alternatives au pétrole existent
11 novembre 2016 – Médiaterrre
- Les Avenues Vaudreuil
25 janvier 2017 – Journal de Montréal
- Des ruelles de Limoilou très convoitées
15 février 2017 – Le Soleil
- Une initiative porteuse
5 avril 2017 – La Presse



• Municipalité nourricière
13 mars 2017 – La Presse



• Voir plus loin que sa ruelle
25 mars 2017 – Le Devoir

Pendant que vous mangez des fraises du Mexique qui sont dures comme de la roche et de gros bleuets pâteux du Chili en hiver, les jeunes de l’organisme Eurêko réalisent des projets pour mettre en valeur et rendre accessibles les produits d’ici. Ils s’associent avec des maires de village pour transformer leur milieu de vie en une Municipalité nourricière.

La Coop Carbone et l’organisme sans but lucratif Solon repoussent les limites du concept de ruelle verte. Un de leurs projets, en démarrage ces jours-ci, vise à étendre la mobilisation citoyenne à des voisinages comptant plus d’une dizaine de ruelles, afin de lutter contre les changements climatiques, mais aussi de revigorer le tissu social des quartiers.

ÉTATS FINANCIERS



FONDS D'ACTION QUÉBÉCOIS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	36
ÉTAT DES RÉSULTATS	38
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET	39
BILAN	40
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	41
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS	42
ANNEXE – FRAIS DE DÉVELOPPEMENT ET D'OPÉRATION	48

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de
Fonds d'action québécois pour le développement durable

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Fonds d'action québécois pour le développement durable, qui comprennent le bilan au 31 mars 2017, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'action québécois pour le développement durable au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 9 juin 2017

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A112991

Fonds d'action québécois pour le développement durable

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars 2017

	Notes	2017	2016
		\$	\$
Produits			
Amortissement des apports reportés – Magnitude 10	6	170 441	7 500
Amortissement des apports reportés – Action-Climat Québec	6	850 019	—
Revenus de placement		12 138	11 846
Variation de la juste valeur des placements de portefeuille		—	(16 949)
		1 032 598	2 397
Charges			
Aide financière versée – Magnitude 10	6	154 946	—
Aide financière versée – Action-Climat Québec	6	739 637	—
Frais généraux et administratifs – Développement (Annexe)		99 594	189 635
Frais généraux et administratifs – Opération (Annexe)		115 442	304 561
Frais généraux et administratifs – Programmation III (Annexe)		—	5 344
Frais généraux et administratifs – Magnitude 10 (Annexe)		45 771	7 500
Frais généraux et administratifs – Action-Climat Québec (Annexe)		268 545	—
		1 423 935	507 040
Insuffisance des produits sur les charges avant autres éléments		(391 337)	(504 643)
Autres éléments			
Variation de la juste valeur des placements de Fonds Cycle Capital I, S.E.C.	3	77 156	(228 916)
Insuffisance des produits par rapport aux charges		(314 181)	(733 559)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'action québécois pour le développement durable**État de l'évolution de l'actif net**

Exercice terminé le 31 mars 2017

		2017				2016
		Grevé d'affectations d'origine interne	Investi en immobilisations	Non affecté	Total	Total
Notes		\$	\$	\$	\$	\$
	Solde au début	3 396 003	15 047	1 309 699	4 720 749	5 454 308
	(Insuffisance) excédent des produits par rapport aux charges	77 156	(6 124)	(385 213)	(314 181)	(733 559)
	Investissement en immobilisations corporelles	—	2 220	(2 220)	—	—
	Affectations	(25 222)	—	25 222	—	—
3	Solde à la fin	3 447 937	11 143	947 488	4 406 568	4 720 749

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'action québécois pour le développement durable

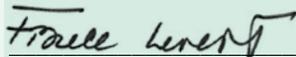
Bilan

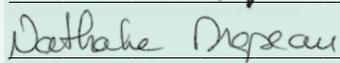
au 31 mars 2017

	Notes	2017	2016
		\$	\$
Actif			
À court terme			
Encaisse		601 284	28 855
Dépôts à terme, au taux d'intérêt variant entre 0,55 % et 0,85 %		2 511 341	1 456 527
Débiteurs		26 095	35 639
Apport à recevoir	6	360 000	1 000 000
Frais payés d'avance		2 943	2 219
		3 501 663	2 523 240
Placements en fidéicommiss	3	27 638	165 019
Placements à la juste valeur	3	3 420 299	3 230 984
Immobilisations corporelles	4	2 550	1 300
Immobilisations incorporelles	5	8 593	13 747
		6 960 743	5 934 290
Passif			
À court terme			
Créditeurs		63 828	40 448
Sommes à remettre à l'État		5 608	4 674
Sommes à remettre à l'État - Action-Climat		—	25 919
		69 436	71 041
Apports reportés - Magnitude 10	6	332 059	142 500
Apports reportés - Action-Climat Québec	6	2 152 680	1 000 000
		2 554 175	1 213 541
Actif net			
Grevé d'affectations d'origine interne	7	3 447 937	3 396 003
Investi en immobilisations		11 143	15 047
Non affecté		947 488	1 309 699
		4 406 568	4 720 749
		6 960 743	5 934 290

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil

 _____, administrateur

 _____, administrateur

Fonds d'action québécois pour le développement durable**État des flux de trésorerie**

Exercice terminé le 31 mars 2017

	2017	2016
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Insuffisance des produits par rapport aux charges	(314 181)	(733 559)
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des apports reportés – Magnitude 10	(170 441)	(7 500)
Amortissement des apports reportés – Action-Climat	(850 019)	—
Variation de la juste valeur des placements de portefeuille	—	16 949
Amortissement des immobilisations corporelles	970	1 329
Amortissement des immobilisations incorporelles	5 154	1 718
Variation de la juste valeur des placements de Fonds Cycle Capital I, S.E.C.	(77 156)	228 916
	(1 405 673)	(492 147)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	9 544	27 780
Apports à recevoir	640 000	(1 000 000)
Frais payés d'avance	(724)	(168)
Créditeurs	24 314	(61 803)
Sommes à remettre à l'État – Action-Climat	(25 919)	—
Apports reportés – Magnitude 10	360 000	—
Apports reportés – Action-Climat Québec	(1 000 000)	1 000 000
	7 215	(34 191)
Activités d'investissement		
Variation des dépôts à terme	(1 054 814)	(1 305 695)
Cession de placements de portefeuille	—	1 658 856
Apport de capital dans Fonds Cycle Capital I, S.E.C.	(137 381)	(153 113)
Remboursement de souscription dans Fonds Cycle Capital I, S.E.C.	25 222	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(2 220)	—
Acquisition d'immobilisations incorporelles	—	(15 465)
Retraits de capital de la fidéicommiss	137 381	153 113
	(1 031 812)	337 696
Activités de financement		
Encaissement d'une subvention	3 000 000	150 000
Encaissement de revenu d'intérêt – Action-Climat Québec	2 699	—
	3 002 699	150 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	572 429	(38 642)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	28 855	67 497
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	601 284	28 855

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'action québécois pour le développement durable

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2017

1. Statut et nature des activités

Le Fonds d'action québécois pour le développement durable (la « Corporation ») a été constitué le 24 mars 2000 en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (Québec). Sa mission est d'initier, susciter et de soutenir des actions visant à accélérer l'adoption de comportements ou de pratiques favorables au développement durable au Québec. La Corporation n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

2. Méthodes comptables

Référentiel comptable applicable

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, soit la Partie III du *Manuel de CPA Canada*. Ils tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs et sur les informations présentées au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date de clôture, ainsi que sur les montants des produits et des charges de l'exercice. L'élément important des états financiers qui requiert l'utilisation d'estimations est l'évaluation des placements. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus. Les chiffres réels pourraient différer de ces estimations.

Constatation des produits

La Corporation applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et lorsque sa réception est raisonnablement assurée.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Corporation présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie le solde bancaire et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont établies au coût. L'amortissement est déterminé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Équipement de bureau et améliorations locatives	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Site Internet	3 ans

Fonds d'action québécois pour le développement durable

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2017

2. Méthodes comptables (suite)

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur au moment où la Corporation devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers sont évalués au coût après amortissement, à l'exception des instruments suivants :

- a) Le placement dans la société en commandite, lequel est évalué à la juste valeur à la date de clôture;
- b) Les placements en actions cotées, lesquels sont évalués à la juste valeur à la date de clôture. La juste valeur des actions cotées est établie à partir du dernier cours de clôture.

Les intérêts gagnés sur les placements à court terme et les obligations, les gains et les pertes non réalisés sur les actions cotées ainsi que les gains et les pertes réalisés à la vente de placements à court terme et d'obligations sont inclus dans les autres produits de l'état des résultats.

Les coûts de transaction liés aux instruments financiers évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont passés en charges au moment où ils sont engagés. Dans le cas des autres instruments financiers, les coûts de transaction sont comptabilisés en augmentation de la valeur comptable de l'actif ou en diminution de la valeur comptable du passif et sont ensuite constatés sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode linéaire. Tout escompte ou prime lié à un instrument évalué au coût après amortissement est amorti sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode linéaire et comptabilisé en résultat net à titre de produit ou de charge d'intérêts.

Ventilation des charges

Les frais généraux imputés correspondent à 15 % pour le programme Action-Climat Québec et 10 % pour le programme Magnitude 10 de l'aide financière versée selon les ententes du gouvernement.

3. Placements

	2017	2016
	\$	\$
Fonds Cycle Capital I, S.E.C.		
7 298 471 parts (participation de 9,11 %)		
Solde au début	3 230 984	3 306 787
Variation de la juste valeur	77 156	(228 916)
Distribution en capital	(25 222)	—
Apports de capital	137 381	153 113
Solde à la fin	3 420 299	3 230 984
Fonds engagés pour le Fonds Cycle Capital I, S.E.C., mais non déboursés¹	27 638	165 019

¹ Les fonds engagés pour le Fonds Cycle Capital I, S.E.C., mais non déboursés, sont détenus en fidéicommiss au 31 mars 2017.

Fonds d'action québécois pour le développement durable
Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2017

4. Immobilisations corporelles

	2017			2016
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Améliorations locatives	2 687	1 926	761	1 300
Équipement de bureau	21 737	21 737	—	—
Matériel informatique	34 178	32 389	1 789	—
	58 602	56 052	2 550	1 300

5. Immobilisations incorporelles

	2017			2016
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Site Internet	10 909	10 909	—	—
Site Internet - Magnitude 10	15 465	6 872	8 593	13 747
	26 374	17 781	8 593	13 747

6. Apports reportés

Les apports reportés représentent les montants non utilisés de la subvention reçue du gouvernement du Québec qui, en vertu de la convention de subvention, sont destinés à l'aide financière et aux charges d'exploitation courante de la Corporation pour le programme Magnitude 10 et Action-Climat Québec. Les variations survenues dans le solde des apports reportés au cours de l'exercice sont les suivantes :

Magnitude 10

	2017	2016
	\$	\$
Solde au début	142 500	—
Encaissement d'une subvention	—	150 000
Subvention à recevoir	360 000	—
Aide financière versée	(154 946)	—
Frais généraux et administratifs	(15 495)	(7 500)
Solde à la fin	332 059	142 500

6. Apports reportés (suite)

Fonds d'action québécois pour le développement durable**Notes complémentaires aux états financiers**

31 mars 2017

Action-Climat Québec

	2017	2016
	\$	\$
Solde au début	1 000 000	—
Encaissement d'une subvention	3 000 000	—
Aide financière versée	(739 637)	—
Frais généraux et administratifs	(110 382)	—
Revenus de placement	2 699	—
Subvention à recevoir	(1 000 000)	1 000 000
Solde à la fin	2 152 680	1 000 000

7. Actif net grevé d'affectations d'origine interne

	2017	2016
	\$	\$
Investissement dans Fonds Cycle Capital I, S.E.C.	3 447 937	3 396 003

8. Engagements

La Corporation s'est engagée par bail jusqu'au 30 juin 2020 pour la location d'un local et pour l'utilisation de services. Le solde de l'engagement suivant ce bail, pour les quatre prochaines années, s'établit à 164 596 \$.

Les paiements minimaux exigibles au cours des quatre prochains exercices en vertu de ce bail sont les suivants :

	\$
2018	49 524
2019	50 520
2020	51 529
2021	13 023

Fonds d'action québécois pour le développement durable**Notes complémentaires aux états financiers**

31 mars 2017

9. Information concernant le capital

La Corporation gère son capital de manière à s'assurer que celui-ci soit suffisant pour son fonctionnement et pour permettre de réaliser sa mission.

Action-Climat Québec

Le 30 mars 2016, le gouvernement du Québec a accordé à la Corporation, à titre de partenaire financier, une subvention de 3 000 000 \$ pour les exercices financiers 2015-2016 et 2016-2017. Cette subvention devra servir à la mise en œuvre d'un programme visant la sensibilisation de la population québécoise à la problématique des changements climatiques.

En vertu de cette convention, la Corporation s'engage à réaliser le projet, comme prévu dans ladite convention, au plus tard le 31 juillet 2020. Le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques se réserve le droit d'exiger en tout temps que la Corporation lui remette tout montant de la subvention versée qui n'aurait pas été utilisé par cette dernière au terme de la présente convention ou qui aurait été utilisé par la Corporation à des fins autres que celles prévues dans la convention. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2017, la Corporation a encaissé 3 000 000 \$, dont un montant de 1 000 000 \$ était à recevoir au 31 mars 2016.

Magnitude 10

En juillet 2015, le gouvernement du Québec a accordé à la Corporation, à titre de partenaire financier, une subvention de 600 000 \$ destinée à soutenir financièrement des entreprises qui mettront en œuvre des projets qui favoriseront le développement durable au sein de celles-ci. Sous réserve de l'accomplissement des obligations de l'Organisme prévues à la présente convention, l'aide financière sera versée en un maximum de trois versements. Tous les montants de l'aide financière qui ne seront pas utilisés devront être remboursés sans délai au gouvernement.

En vertu de cette convention, la Corporation s'engage à réaliser le projet, comme prévu dans ladite convention, à compter du 29 juin 2015 et au plus tard le 31 mars 2018. Le ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation se réserve le droit d'exiger en tout temps que la Corporation lui remette tout montant de la subvention versée qui n'aurait pas été utilisé par cette dernière au terme de la présente convention ou qui aurait été utilisé par la Corporation à des fins autres que celles prévues dans la convention. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2017, la Corporation a comptabilisé un apport à recevoir d'un montant de 360 000 \$. Un dernier versement de 90 000 \$ sera fait au plus tard en juin 2018.

10. Politique de gestion du risque financier

La Corporation, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une mesure des risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2017.

Risque de taux d'intérêt

La Corporation est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la Corporation à un risque de juste valeur.

Au 31 mars 2017, la Corporation détenait des dépôts à terme pour un montant total de 2 511 341 \$.

Fonds d'action québécois pour le développement durable
Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2017

10. Politique de gestion du risque financier (suite)*Risque de marché*

Le risque de marché associé aux placements de portefeuille détenus par la Corporation est faible, ces actifs étant investis dans la trésorerie, le marché monétaire et une obligation. Quant aux placements dans le Fonds Cycle Capital I, S.E.C., l'objectif de cette société en commandite est d'investir dans des sociétés spécialisées dans les technologies d'énergie propre et des projets d'énergie renouvelable qui contribuent au développement durable, notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. La société a une durée de vie prévue de 10 ans avec possibilité de prolongation de deux périodes consécutives de 12 mois chacune. La politique de placement de cette société est d'évaluer les instruments financiers dans lesquels elle investit de manière à réduire ce risque tout en respectant les limites établies par sa politique d'investissement. La juste valeur du placement dans le Fonds Cycle Capital I, S.E.C. correspond au risque maximal auquel la Corporation est exposée.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de subir une perte financière en raison de l'incapacité d'une contrepartie d'honorer ses obligations contractuelles. Les principaux instruments financiers assujettis au risque de crédit pour la Corporation sont l'encaisse et les dépôts à terme.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas être en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance. Il provient notamment du délai éventuel de réalisation de la juste valeur des placements. La Corporation gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels, ainsi qu'en détenant des actifs qui peuvent être facilement transformés en trésorerie et en gérant les échéances des passifs financiers. Les fournisseurs et les charges à payer sont généralement remboursés dans un délai n'excédant pas 30 jours.

Également, ce risque de liquidité ne peut être couvert par le placement détenu dans Fonds Cycle Capital I, S.E.C. en raison de l'obligation qu'à la Corporation envers cette entité.

11. Régimes de retraite

La Corporation offre à ses employés un régime de retraite simplifié qui est un régime complémentaire de retraite à cotisation définies offert et administré par un établissement financier, et auquel adhèrent plusieurs employeurs. Elle offre également un régime enregistré de retraite collectif. La charge de retraite de ces régimes pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 est de 22 664 \$ (26 933 \$ en 2016). Aucun passif futur n'existe pour ce genre de régime.

Fonds d'action québécois pour le développement durable**Annexe – Frais de développement et d'opération**

Exercice terminé le 31 mars 2017

	2017	2016
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	392 482	387 395
Fournitures et dépenses de bureau	4 926	3 959
Téléphone	6 569	6 497
Frais de déplacement et de représentation	14 082	13 350
Loyer	50 170	52 461
Entretien et réparations	6 598	9 335
Assurances	5 042	5 029
Communications	9 901	13 270
Honoraires	32 524	11 641
Frais bancaires	934	1 056
Amortissement des immobilisations corporelles	970	1 329
Amortissement des immobilisations incorporelles	5 154	1 718
	529 352	507 040
Frais généraux et administratifs – Développement	99 594	189 635
Frais généraux et administratifs – Opération	115 442	304 561
Frais généraux et administratifs imputés – Programmation III	–	5 344
Frais généraux et administratifs imputés – Magnitude 10	45 771	7 500
Frais généraux et administratifs imputés – Action-Climat Québec	268 545	–
	529 352	507 040

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

/ CE N'EST PAS LE
FUTUR QUI FAIT PEUR,
C'EST DE REPRODUIRE
LES ERREURS DU
PASSÉ. /

La Grande rentrée
6 septembre 2016





/ NOUS NE POURRONS RÉSOUDRE LES
PROBLÈMES AUXQUELS NOUS SOMMES
CONFRONTÉS AVEC LES HABITUDES
DE PENSÉE QUI ÉTAIENT À L'ORIGINE
DE LEUR APPARITION. /

EINSTEIN

Fête des vendanges Magog-Orford
De 3 au 11 septembre 2016



FAQDD.QC.CA

FONDS D'ACTION QUÉBÉCOIS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

125, boul. Charest Est, bureau 305 | Québec (Québec) G1K 3G5

infos@faqdd.qc.ca | Tél. : 418-692-5888 | Téléc. : 418-692-1148